

Politique industrielle : cessons de répéter les mêmes erreurs en espérant un résultat différent

Montréal, le 28 mai 2026 – Dix-sept ans après la première édition de *Productivité et prospérité au Québec – Bilan*, le Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers (CPP) de HEC Montréal conclut que le Québec demeure prisonnier d'un modèle de développement économique déficient.

« Malgré l'accumulation des signaux d'alarme, le gouvernement du Québec s'est entêté à reconduire une stratégie dont les résultats n'en justifiaient ni l'ampleur ni le coût, résume Robert Gagné, directeur du CPP et coauteur de l'étude. Des milliards de dollars de fonds publics ont ainsi été mobilisés dans des mesures stériles, et la province n'est jamais parvenue à faire émerger une masse critique d'entreprises suffisamment compétitives pour s'imposer sur les marchés étrangers. Et c'est précisément là que tout se joue : faute de disposer d'un bassin d'entreprises productives et innovantes pour soutenir une expansion durable des exportations, la croissance de l'économie québécoise demeure largement dépendante de la demande intérieure, ce qui compromet la prospérité économique de la province ».

L'expérience QG100

Dans ce contexte, le CPP soutient qu'une refonte complète de la politique industrielle québécoise devient inévitable. En s'appuyant sur un partenariat noué avec le Réseau QG100, qui regroupe des entreprises québécoises d'exception en matière d'exportations, le rapport identifie les dénominateurs communs aux entreprises les plus performantes pour guider cette refonte. Les constats sont sans équivoque : portées par des dirigeants mieux outillés pour reconnaître les transformations à entreprendre et les mener à terme, les entreprises du Réseau QG100 se distinguent par des stratégies de croissance nettement plus agressives fondées sur un effort plus soutenu d'investissement, d'innovation, de modernisation des processus et d'intégration des technologies de pointe. C'est cette intensité stratégique qui leur permet de percer les marchés étrangers et de s'y maintenir.

« L'expérience QG100 prouve qu'une entreprise devient compétitive lorsqu'elle est poussée à investir, à innover et à se renouveler continuellement, explique Robert Gagné. Le véritable enjeu n'est donc plus d'ajouter de nouvelles mesures à un système déjà saturé, mais de reconstruire une politique industrielle capable d'activer les véritables leviers de la compétitivité dans une économie où la faible intensité de la concurrence intérieure n'incite pas suffisamment les entreprises à se transformer. Dans ce contexte, la création d'emplois ne doit plus être le point de départ de la politique industrielle, mais l'aboutissement d'une stratégie centrée sur un accroissement durable de la compétitivité des entreprises. »

Basculer vers une culture de l'innovation

Fondées sur les enseignements tirés de l'expérience QG100, les cinq orientations proposées dans le rapport poursuivent un objectif clair : sortir le Québec d'une politique industrielle qui entretient l'attentisme pour le faire basculer vers une culture de l'innovation. Dans cette perspective, les chercheurs appellent le gouvernement à revoir sa stratégie en réduisant d'une part la portée et le coût de ses interventions, et en allégeant d'autre part le fardeau fiscal de l'ensemble des entreprises.

Plutôt que d'intervenir à la marge en se limitant à des baisses des taux d'imposition qui profitent périodiquement à un nombre limité d'entreprises, les chercheurs recommandent d'abolir la cotisation au Fonds des services de santé (FSS), un impôt déguisé en cotisation sociale qui a rapporté 5,3 milliards de revenus au gouvernement en 2021 – l'équivalent d'un peu plus de la moitié des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés. « Parce qu'elle est prélevée en parallèle des cotisations au RRQ et au RQAP, les entreprises ont souvent l'impression qu'il s'agit d'une contribution dédiée au financement de programmes au bénéfice des travailleurs, précise le directeur. Ce n'est pas le cas. Et comme il s'agit d'un impôt sur un facteur de production, l'État parvient à tirer des revenus de la vaste majorité des entreprises qui emploient des salariés, peu importe l'état de leur rentabilité ».

En contrepartie, les chercheurs invitent le gouvernement à repenser ses interventions pour en réduire le coût, et en augmenter l'efficacité. « Les constats tirés de l'expérience du Réseau QG100 montrent précisément pourquoi le cloisonnement de la stratégie actuelle est stérile, explique Jonathan Deslauriers, directeur exécutif du CPP et coauteur de l'étude. Chez les PME les plus dynamiques, l'investissement, l'innovation, la numérisation et l'adoption de technologies de pointe se renforcent mutuellement. En traitant au contraire ces comportements en silos étanches, où l'aide est octroyée selon des critères d'admissibilité stricts, et dans des créneaux précis, la stratégie fiscale n'est clairement pas parvenue à initier cette synergie auprès des PME. Elle a davantage soutenu des trajectoires déjà engagées qu'elle n'a incité les entreprises plus hésitantes à enclencher leur modernisation ».

Pour rejoindre un maximum d'entreprises tout en réduisant le coût de sa stratégie, les chercheurs recommandent au gouvernement de réserver l'aide fiscale aux PME. En décroissant son approche et en structurant ses incitatifs en fonction de l'environnement dans lequel les PME prennent leurs décisions d'investissement et d'innovation, le gouvernement pourra se doter d'un cadre d'intervention plus efficient, dans lequel des enveloppes plus modestes, mais mieux ciblées, produiront des résultats supérieurs à ceux générés aujourd'hui.

Les chercheurs recommandent en conséquence d'utiliser exclusivement de l'aide directe pour supporter les grandes entreprises: « Ce déplacement exigera de dépasser le faux contraste entre la neutralité présumée de l'aide fiscale et la sélection arbitraire des gagnants généralement associées à l'aide directe. La stratégie actuelle sélectionne déjà, sans toutefois garantir que les ressources publiques financent les projets les plus porteurs. L'appel à projets aura au moins l'avantage de rendre cette sélection explicite, concurrentielle et mesurable, conclut le directeur ».

Pour en savoir davantage, consulter : [Productivité et prospérité au Québec – Bilan édition 2026](#)

À propos du Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers

Le Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers mène une double mission. Il se consacre à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principal sujet d'étude le Québec. De plus, il veille à faire connaître les résultats de ses travaux par des activités de transfert et d'éducation.

www.cpp.hec.ca — info.cpp@hec.ca — Suivez-nous sur [LinkedIn](#)

À propos de la Fondation Walter J. Somers

En hommage au fondateur du Groupe Walter, la famille Somers a mis sur pied la Fondation Walter J. Somers. À travers différents dons, la Fondation perpétue l'héritage familial d'engagement envers la communauté et contribue à la prospérité de la société québécoise, d'abord en veillant à améliorer sa productivité, mais également en appuyant l'excellence dans l'éducation des jeunes.

Renseignements :

Jonathan Deslauriers, Responsable des relations avec les médias
514 340-1280 | jonathan.deslauriers@hec.ca